



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sur la réunion du secrétariat de l' "Initiative" communiste européenne

Le 27/1/2014, la réunion des 9 membres du Secrétariat de "l'initiative des partis communistes et ouvriers pour l'étude et l'élaboration des problèmes européens et pour coordonner leur activité" a eu lieu à Bruxelles.

Des représentants du KKE, du Parti des Travailleurs de Hongrie, du Parti des Travailleurs d'Irlande, du Parti Communiste (d'Italie), du Parti Communiste de Slovaquie, du Parti Communiste des Peuples d'Espagne, du Parti Communiste de Suède et du Parti Communiste de Turquie y ont participé. Le représentant du Parti Socialiste de Lettonie n'a pu assister pour des raisons de santé.

Les travaux de la réunion étaient ouverts à tous les partis participant à l' "Initiative". L'Union des Révolutionnaires Communistes de France et le Parti Communiste de l'Union soviétique ont également assisté à la réunion du Secrétariat.

La réunion a approuvé la **"DÉCLARATION DES PARTIS COMMUNISTES ET OUVRIERS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DES MASSES POPULAIRES, POUR LES ELECTIONS AU PARLEMENT EUROPÉEN"**. La Déclaration, qui est également ouverte à la signature d'autres partis communistes et ouvriers d'Europe sera publié dans les prochains jours.

Au cours de la réunion, des questions concernant d'autres interventions conjointes de l' "Initiative", qui auront lieu au cours de la prochaine période, ont également été examinées. Ces interventions comprennent entre autres, la condamnation de l'anticommunisme, les restructurations capitalistes et leurs conséquences pour les travailleurs, la Politique Etrangère Commune de Sécurité et de Défense de l'UE, et les guerres impérialistes, la dénonciation du rôle des "Europartis", des interventions sur le chômage, la santé, l'éducation, les agriculteurs, etc.

Dans le même sens, il a été décidé d'organiser des actions conjointes de l' "Initiative" dans les grandes villes d'Europe.

Le Secrétariat a approuvé un communiqué contre l'intervention impérialiste de l'UE en République Centrafricaine, un communiqué sur la situation en Ukraine et un communiqué sur le nouveau crime contre les immigrants en Grèce, ainsi qu'un communiqué contre la mise en œuvre de la loi anti-communiste en Géorgie.

En outre, des solutions ont été avancées concernant les questions opérationnelles liées au site de l' "Initiative" et de son secrétariat technique.

Enfin, il a été décidé de lancer un concours d'affiches sur le thème : "La lutte des peuples d'Europe contre l'UE et les Cartels d'Etats capitalistes."

Bruxelles 27/1/2014



Communiqué concernant l' "Interdiction de l'idéologie communiste par le parlement géorgien."

Le 31 mai 2011 le Parlement de Géorgie a adopté la soi-disant "Charte de la liberté", interdisant l'idéologie communiste et l'utilisation des symboles soviétiques dans les espaces publics.

Après le changement de majorité gouvernementale le nouveau Parlement Géorgien a élargi la liste des symboles interdits par la loi et déterminé les sanctions en cas de violation de celle-ci.

Le 30 décembre 2013 la Géorgie a introduit des sanctions pour utilisation des symboles soviétiques. Le Parlement de Géorgie a adopté un amendement à la "Charte de la liberté" imposant une disposition administrative pour utilisation des symboles soviétiques dans les espaces publics.

Malgré un certain allègement de la pression totale sur les opposants politiques, la falsification de l'histoire soviétique n'a pas été stoppée et on tente de qualifier le socialisme comme un système criminel. Cela reste un des principaux arguments des autorités pour justifier le maintien des politiques antipopulaires du système capitaliste et pour promouvoir inconditionnellement les intérêts de l'OTAN dans la région du Caucase du Sud.

Nous, Secrétariat de l' "Initiative" protestons contre la violation flagrante du droit à la liberté d'expression universellement reconnue. La proscription de l'idéologie communiste interdit à des milliers et des milliers de citoyens géorgiens d'exprimer librement leur opinion sur le passé soviétique de la Géorgie. Ces citoyens apprécient positivement le rôle du Parti communiste dans l'histoire du pays et estiment que la période soviétique de l'histoire de la Géorgie, est une période de développement et de prospérité pour le pays.

L'interdiction de l'idéologie communiste est en fait une prohibition des activités du parti communiste Unifié de Géorgie comme parti politique, parce que le but de ce parti est de promouvoir le socialisme et le communisme !

La Constitution géorgienne garantissant aux citoyens la liberté d'expression, cette loi est en contradiction avec la loi fondamentale de la Géorgie et est inconstitutionnelle.

La loi a d'ores et déjà révélé son inhumanité, son caractère antihistorique dans la pratique. En Géorgie ont été sauvagement détruites certaines créations culturelles de l'époque soviétique.

Nous exigeons du Parlement géorgien qu'il annule la loi en question concernant l'interdiction des symboles et de l'idéologie communistes, retirant ainsi toute base juridique aux actions inévitablement inconstitutionnelles et anti-démocratiques de l'exécutif s'il l'appliquait.

Bruxelles, 27.01.2014



Communiqué du Secrétariat de l' "Initiative" sur l'intervention impérialiste de l'Union Européenne en République Centrafricaine.

Le secrétariat de l' "Initiative" communiste européenne dénonce la nouvelle intervention militaire impérialiste de la France, puis celle de l'Union européenne, décidée par le Conseil des ministres des affaires étrangères de l'UE, en République Centrafricaine.

Cette intervention traduit l'intensification de l'agressivité de l'UE qui vise à la pénétration des monopoles sur de nouveaux marchés, pour le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles et des peuples de la région. Nous exigeons la cessation immédiate de toute intervention de l'UE et de l'OTAN en République centrafricaine. Nous lançons un appel aux peuples d'Europe pour qu'ils s'opposent et condamnent cette nouvelle intervention impérialiste.

Bruxelles 27/1/2014

Communiqué du Secrétariat de l' "Initiative" sur l'évolution récente de la situation en Ukraine,

Le secrétariat de l' « Initiative » communiste européenne estime que les récents événements sanglants en Ukraine soulignent l'ingérence des USA et de l'UE dans les affaires intérieures de ce pays, la confrontation entre fractions du capital avec le soutien des puissances impérialistes qui luttent les unes contre les autres pour savoir qui l'emportera dans la concurrence acharnée pour les marchés et les ressources énergétiques. Une tentative vise à entraîner les citoyens de l'Ukraine dans l'un ou l'autre camp.

Nous appelons les travailleurs et les travailleuses d'Ukraine à s'organiser pour leur propre lutte indépendante, sur la base de leurs intérêts, pour le socialisme, et non pas en fonction du choix de tel ou tel impérialisme par les fractions de l'oligarchie de leurs pays.

Le Secrétariat condamne l'activité des forces fascistes, l'offensive anticommuniste et la destruction de la statue de Lénine.

Le socialisme reste plus que jamais à l'ordre du jour et une nécessité. C'est la perspective contre toutes les Unions inter-Etats capitalistes, afin de préparer la voie à une économie et une société qui ne fonctionne pas sur la base du profit, mais sur la base des besoins du peuple travailleur.

Bruxelles 27/1/2014

Communiqué du Secrétariat de l' «Initiative» sur la nouvelle tragédie des immigrants à Farmakonisi

À l'occasion du récent naufrage tragique à Farmakonisi, où il y a eu deux morts et plusieurs disparus, le secrétariat de l' "Initiative" communiste européenne dénonce l'Union Européenne et la présidence grecque concernant la répression croissante exercée contre les immigrants et les réfugiés arrachés à leur terre par la misère, par les régimes réactionnaires et les guerres impérialistes.

Les vagues d'immigrants et de réfugiés souffrant de la faim, de la pauvreté et de persécution continueront et augmenteront fortement tant que les causes susmentionnées persisteront et s'aggraveront.

Nous luttons contre la répression et la discrimination contre les immigrants, contre le mécanisme de régulation Dublin II de l'UE. Les peuples doivent renforcer leur lutte contre le système d'exploitation capitaliste qui fait naître et amplifie le problème de l'immigration.

Bruxelles 27/1/2014